

RESISTANCE SOCIALE

La République sera Sociale ou ne sera pas !

Numéro 33

JANVIER 2006

Le mot de la Présidente

Nous voici entrés dans une année prétendue calme puisque sans élection.

Elle devrait permettre aux forces progressistes de tirer les leçons de l'année passée et de reconstruire, ensemble, une gauche crédible fondamentalement antilibérale prenant en compte les rejets comme les aspirations du peuple

Le rejet c'est bien sûr avant tout celui qui s'est exprimé le 29 mai 2005 par le Non au référendum européen. Il s'agit, au delà de la question européenne, de la manifestation d'un refus profond du libéralisme qui déstructure notre société, instaure pour chacun l'insécurité sociale, généralise la précarisation et impose la domination du « fric » sur le travail.

Au delà des violences et dégradations, justement condamnées unanimement par les habitants des villes et quartiers concernés, la crise urbaine survenue en novembre et décembre 2005 a aussi été l'occasion pour ces couches populaires de placer sous le regard des projecteurs leurs difficultés de vie : chômage massif, emplois précaires, sous-équipements en services publics, habitat et cadre de vie dégradés, communautarismes imposés,... Derrière la fausse vitrine d'habitants d'origine ethnique étrangère complaisamment mise en évidence, c'est un malaise et des urgences sociaux dramatiques touchant l'ensemble de la population de ces quartiers qui sont apparus. Au rejet de la situation d'exclusion vécue par celle-ci, se fait écho l'aspiration à la dignité qu'on ne trouve que dans l'égalité citoyenne et sociale. Mais peut-il y avoir pleine citoyenneté quand on est chômeur ou travailleur précaire ?

L'emploi stable et correctement rémunéré reste le premier espoir de chacun, pour soi-même et pour ses enfants.

Cette préoccupation doit être au centre de la réflexion des forces de gauche, syndicales, politiques, associatives. Au moment où la dictature de l'actionariat règne sans partage sur les décisions des entreprises, où pour 1% de bénéfices supplémentaires, on n'hésite pas à fermer une succursale, affirmer autrement que de façon incantatoire que l'emploi ne doit pas être une variable d'ajustement mais une priorité essentielle de l'Etat comme des entreprises, exige une vraie dose de courage de la part des organisations syndicales et politiques, plus souvent prêtes à céder au fatalisme qu'à organiser la résistance.

2006 pourrait être, sans trop d'arrière-pensées, l'année de cette prise de conscience.

Il s'agit de retrouver le courage et l'élan pour s'opposer à la culture dominante qui a, ces trois dernières décennies, imposé dans les esprits la mondialisation libérale comme incontournable. Alors que tout naturellement les forces de droite y ont fait leur lit, alors que tout aussi facilement, les sociaux-libéraux continuent de s'en accommoder, le peuple, d'abord assommé, se réveille et affirme clairement son refus de cette société où l'inégalité est reine.

Il n'a cependant pu ces dernières années exprimer son refus que de deux façons : d'abord en renvoyant systématiquement à leurs études les gouvernements de droite et de gauche successifs, ensuite en faisant largement gagner le Non au référendum du 29 mai. Mais il aspire à plus et mieux : pouvoir choisir des gouvernants qui représenteront réellement ses intérêts.

Un projet et une volonté à reconstruire donc ! Au travail !



Sommaire

Solidarité internationale
(page 2)

Le contrat nouvelle
embauche (page 3)

Après le CNE et le CPE,
le CPU ? (page 3)

L'Aube, un département
sinistré (page 4)

Nouvelle convention
UNEDIC (page 4)

Actualité sociale (page
5)

Actionnaire EDF malgré
moi (page 5)

La Sainte patronne du
MEDEF (page 6)

Marinette BACHE



SOLIDARITE INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

SUISSE

Après 3 jours de grève, les dirigeants de l'entreprise Swissmetal à Reconvilier menacent de faire évacuer le site, une fermeture temporaire de l'usine du Jura bernois étant de toute façon probablement déjà décidée.. Le personnel de l'usine, qui proteste contre la fermeture de la fonderie et les suppressions d'emplois annoncées, reste cependant déterminé. La production continue cependant sur le site de Dornach (SO) malgré là aussi un plan de suppression de 27 emplois qui sera mis en oeuvre à la fin du mois de janvier.

BELGIQUE

Le personnel de l'entreprise Decotrim de Braine-l'Alleud (148 ouvriers et 47 employés) a décidé de se mettre en grève pour obliger la direction à négocier les modalités de licenciement du personnel après l'annonce, fin novembre, de la fermeture du site qui produit notamment des plastiques pour automobile. Les discussions entre partenaires sociaux portent entre autres sur la demande de mise en préretraite des travailleurs dès 50 ans, sur les modalités de préavis et sur le montant du dédommagement moral pour les travailleurs qui vont perdre leur emploi.

ETATS-UNIS

Après Général Motors, Ford. La firme automobile américaine a annoncé le 23 janvier un plan de 30 000 suppressions d'emplois sur les 6 prochaines années qui s'ajoutent aux 4000 licenciements déjà prévus en 2006. Cette annonce a fait bondir l'action Ford de 8,23 % à la bourse de New York...

UNION EUROPEENNE

La commission européenne vient de faire savoir son opposition aux mesures de protection prises par la France pour préserver le capital de ses entreprises dans dix secteurs jugés stratégiques. Cette mesure est considérée par les commissaires européens comme discriminatoire et faisant

obstacle à la concurrence. Le même jour, on apprenait que le numéro un mondial de l'acier, l'indien Mittal Steel lançait une OPA sur le groupe européen Arcelor, rassemblant les sidérurgies française, luxembourgeoise et espagnole. Après le textile chinois, l'acier indien, l'informatique japonaise ou sud-asiatique, à qui le tour ? Faudra-t-il attendre que l'Europe se transforme en désert industriel ou que la Chine rachète tous nos commerces pour que les libéraux comprennent enfin que la mondialisation est un danger ?

Le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso ne l'a en tout cas pas encore compris. Il s'est livré dans l'hémicycle de l'Assemblée Nationale à un vibrant plaidoyer pour la déréglementation, se permettant de donner des leçons de libéralisme au gouvernement et au Parlement français, qui selon lui ne vont ni assez loin ni assez vite dans cette voie. Cela n'a pas empêché députés UMP et UDF de l'applaudir à tout rompre et debout pendant de longues minutes à la fin de son discours...

La directive services, ex-Bolkestein continue son chemin. Elle devrait faire l'objet d'un vote en assemblée plénière du Parlement européen le 14 février à Strasbourg. Les opposants à cette directive entendent bien obtenir son rejet à l'exemple du projet de directive de libéralisation des zones portuaires révoqué par le Parlement européen à une large majorité. Deux manifestations auxquelles s'associe Résistance Sociale sont prévues à Strasbourg les 11 et 14 février à l'appel des organisations politiques antilibérales d'une part et de la CES d'autre part.

Angéla Merkel, la nouvelle chancelière allemande respecte le peuple français. Elle en a donné la preuve dans les fastes de Versailles en affirmant que la « constitution européenne » devait s'appliquer malgré le non au référendum du 29 mai. Mais, au fait, qu'en pense le peuple allemand de cette « constitution » ? On n'en saura rien : comme beaucoup d'autres des 13 pays qui ont ratifié le texte, il n'a pas été consulté ...

ACTUALITE SOCIALE

CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE : ENSEMBLE CONTRE LA PRECARITE !

Par Héloïse ROBERT

Le gouvernement Villepin a décidé d'étendre le "contrat nouvelle embauche" à tous les jeunes.

Jusque là, seules les entreprises de moins de 20 salariés étaient concernées...

Si le projet passe, ce sont tous les jeunes de moins de 26 ans qui pourront se voir proposer un contrat précaire de deux ans, dans le privé comme dans le public.. L'employeur pourra, contre les conventions internationales de l'OIT, contre la déclaration européenne des droits de l'homme, contre le Code du travail, licencier tous les jeunes SANS MOTIF pendant les deux premières années, et il se verra, en récompense, exonéré de cotisations sociales pendant trois ans !

Sous prétexte de lutter contre le chômage des jeunes, Villepin leur propose de devenir jetables et corvéables à merci !

Moins de 26 ans, on vous dit que le CPE est un CDI assorti d'une période d'essai de deux ans.

Mais qu'est-ce qu'un CDI quand on peut être licencié à tout moment sans aucun motif ?

Moins de 26 ans, apprêtez vous à être plus précaires que les précaires d'avant : même plus de CDD, pas de terme à votre contrat, le patron pourra vous virer du jour au lendemain, chaque jour pendant deux fois 365 jours... Pas de procédure, pas de motif : si vous déplaitez, dehors ! Ne vous syndiquez surtout plus ! Plus de délégué du personnel, plus de syndiqué dans la restauration rapide, plus moyen de défendre vos droits, de protester pour les heures supplémentaires imposées et non payés, sinon dehors ! Jeunes femmes ne tombez pas enceintes avant 26 ans... Ne refusez pas de rester le soir si votre patron vous le demande... Il peut vous virer pour ça sans avoir à en rendre compte... Jeunes, apprenez à ne pas défendre votre droit du travail, il n'est plus pour vous, avant 26 ans... Jeunes, laissez vous faire et vous ferez un bond d'un siècle en arrière !

Les six principales organisations syndicales de salariés et les deux principaux mouvements d'étudiants et de lycéens (CGT, CFDT, FO, CFTC, FSU et UNSA, ainsi que l'UNEF, premier syndicat étudiant, et l'UNL, premier syndicat lycéen) appellent à des manifestations communes dans toute la France le 7 février pour réclamer le retrait du "contrat première embauche" (CPE).

Résistance Sociale appelle bien sûr tous ses adhérents et sympathisants à soutenir et à se joindre à ces manifestations.

A SUIVRE

Après le CNE et le CPE, le CPU (contrat précaire unique) ?

Par Hervé JACQUEMIN

A peine annoncée la deuxième étape du plan emploi, Dominique de Villepin a chargé Jean-Louis Borloo et Gérard Larcher de discuter avec les partenaires sociaux de trois sujets. En premier lieu, le financement de la protection sociale. En second lieu, la réforme globale du contrat de travail. Trois voies sont ouvertes : l'extension générale du CNE, ou un contrat unique de travail, ou au contraire la poursuite du sur-mesure avec des contrats adaptés à chaque situation. Cette réflexion devra aussi porter sur la

recherche d'un «nouveau régime juridique des ruptures négociées». Dans l'immédiat, pour ceux qui sont en temps partiel subi ou qui n'ont pas la possibilité de faire des heures supplémentaires, le gouvernement va autoriser le cumul avec une mission d'intérim. A noter que la date limite pour achever les discussions est le mois de juin. Pour faire adopter une loi par le Parlement en juillet comme pour le CNE ? Décidément, Villepin aime la démocratie ...



ACTUALITE SOCIALE

AUBE : un département sinistré

Par Claude MAITROT

Jacquemard, Cycleurope, Tractel, ateliers SNCF, fonction publique, on ne compte plus les fermetures d'usines et de services publics dans l'Aube. Chaque jour ou presque apporte sa mauvaise nouvelle. Ainsi, à Romilly-sur-Seine, le bassin d'emploi connaît un véritable marasme économique. Depuis le début des années 2000, ce sont plus de 1200 emplois qui ont été rayés de la carte. Licenciements massifs chez Jacquemard en 2000 et 2003, licenciements chez Cycleurope, fermeture de Sorotex, Mutexil, Barbara, UPA...

En 2005, 70 emplois ont été supprimés aux ateliers SNCF de Romilly, des productions ont été délocalisées, d'autres sous-traitées avant d'être transférées au secteur privé. Dans la fonction publique les départs en retraite ne sont pas intégralement compensés par des embauches. Le contrat de site signé à grands renforts de publicité et présenté comme un remède miracle pour Romilly n'a en réalité rien apporté de concret au niveau de l'emploi. Aujourd'hui des centaines d'emplois sont encore

menacés de disparition. Avec l'arrêt de toute la fabrication de chaussettes à Romilly, ce sont 300 postes qui risquent de disparaître du groupe Jacquemard. Des licenciements sont aussi en cours chez Cycleurope et les syndicats craignent la délocalisation massive du montage des vélos avec la mise en concurrence totale du marché des bicyclettes prévue dans cinq ans avec la fin des mesures anti-dumping. Chez Tractel, spécialisée dans les charpentes métalliques, syndicats et personnels craignent aussi pour l'emploi et pour la pérennité du site de Saint-Hilaire. Là aussi des menaces de délocalisations se font jour.

Face à cette situation dramatique pour les salariés et leurs familles mais aussi pour les communes et le commerce local, élus, associations, syndicats et partis politiques se mobilisent pour que l'emploi prime avant l'actionnaire et pour que le droit du travail soit enfin reconnu comme un droit fondamental effectif pour chaque individu.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

NOUVELLE CONVENTION UNEDIC

Par Carole PEREZ

On vous dit que l'accord UNEDIC, signé par une majorité de syndicats de salariés (trois sur cinq), est valable...Mais...

- Les trois syndicats signataires ne représentent qu'une *minorité de voix* (FO et la CGT, non signataires, sont en effet majoritaires en voix...). Pourtant, en vertu de la loi Fillon du 4 mai 2004 sur les « accords majoritaires », la « majorité » ne provient pas du nombre de voix, mais du nombre de syndicats...

- Les cinq syndicats reconnus pour négocier la convention UNEDIC ne sont pas les plus représentatifs parmi tous les syndicats existants. (car seuls cinq syndicats – sur huit - ont actuellement une « présomption irréfragable de représentativité », d'après un arrêté de 1966, si bien que ni l'UNSA, ni SUD, ni la FSU ne figurent dans la liste de ces syndicats... mais la CFDT, en dépit de ses reculs électoraux depuis 1990, et surtout la CFTC et la CGC-CFE, pourtant beaucoup plus minoritaires, y figurent...)

Même s'il est indéniable que la pluralité syndicale rend plus difficile l'unité syndicale face au patronat et si certains syndicats s'accommodent parfaitement de l'existant, Résistance Sociale tient à manifester son attachement à ce que l'arrêté de 1966 soit abrogé et que les 8 syndicats soient reconnus représentatifs au niveau national dans le public comme dans le privé. Par ailleurs, à la loi Fillon de 2004, nous suggérons que soit substitué un système basé sur le principe d'une double majorité (en nombre et en sièges).



ACTUALITE SOCIALE

BURGESS NORTON

Les 70 salariés de l'entreprise de fabrication d'axes de piston Burgess Norton à Vieux-Charmont (Doubs) sont en grève depuis le week-end des 20-21 novembre après avoir constaté que la direction tentait de déménager les machines. Les délégués syndicaux ont ensuite refusé de se rendre à un comité d'entreprise extraordinaire où devait être annoncée "la cessation définitive d'activité". La direction avait alors justifié la fermeture de l'usine par la baisse des commandes de son principal client, le groupe PSA. Le 20 décembre les salariés ont manifesté devant le site de Peugeot à Poissy (Yvelines) afin de demander le soutien du groupe.

STORA ENSO

Le numéro deux du papier mondial, le groupe finlandais Stora Enso, a confirmé la fermeture de son usine de Corbehem (Pas-de-Calais) entraînant le licenciement de 450 salariés du site. D'après la direction, l'usine de Corbehem aurait perdu plus de 30 millions d'euros l'an dernier. Stora Enso affirme subir la crise du papier et vouloir stopper deux des trois machines de son usine de Corbehem, qui emploie aujourd'hui 600 personnes et jusqu'à 830 en y incluant les personnels intérimaires. Les salariés et représentants du personnel ont évoqué les bénéfices importants réalisés par Stora Enso et qualifié "d'indécente" la décision de licencier. Ils se disent persuadés de la fermeture prochaine et probable du

site car conserver une seule des trois machines ne peut être viable pour l'usine.

SALOMON

La direction de l'équipementier sportif Salomon (matériel de ski et rollers principalement) a annoncé mardi 20 décembre en comité central d'entreprise un plan social prévoyant la suppression de 378 emplois dans ses usines de Haute-Savoie. Salomon emploie environ 1.500 salariés sur deux sites en Haute-Savoie, un à Rumilly et un autre à Metz-Tessy, près d'Annecy. Le plan prévoit la suppression de 101 postes de cadres, 97 postes d'agents de maîtrise et 180 postes d'opérateurs. Salomon, racheté par Adidas en 1997, a été vendu en mai 2005 au groupe finlandais Amer Sports.

FENWICK

Les 551 salariés de l'usine de manutention Fenwick, filiale de l'allemand Linde, située à Cenon sur Vienne dans la Vienne, risquent de voir leur temps de travail passer de 35 à 37 heures et demie par semaine, sans hausse de salaires. Parce que les ouvriers sont menacés de licenciement et l'usine de fermeture définitive à plus ou moins longue échéance, l'ensemble des syndicats, à l'exception de SUD, a décidé de signer un accord qui propose 17 jours de travail supplémentaires par an. Il pourrait entrer en vigueur dès mars ou avril prochain.

Les bras m'en tombent

Actionnaire EDF malgré moi

Par Odile TISSOT

On savait les banques prêtes à tout pour faire des bénéfices mais là c'est le bouquet !

Figurez-vous que ma banque n'a rien trouvé de mieux que de m'acheter des actions EDF alors que je ne lui avais rien demandé ! Je suis, bien sûr, allée me plaindre à mon conseiller clientèle qui a été très aimable et s'est excusé en me disant qu'une erreur avait été commise et qu'il allait faire le

nécessaire pour la régulariser. Bien. Seulement voilà. En consultant la presse, j'ai appris que je n'étais pas la seule concernée et que ma banque ne l'était pas non plus puisque plusieurs autres établissements bancaires ont fait de même. Après ça, rien d'étonnant à ce qu'EDF ait pu annoncer autant d'actionnaires !

Et pourtant, Thiery Breton, notre ministre des finances, plus loquace

lorsqu'il s'agit de privatiser ou de supprimer des emplois de fonctionnaires, est resté étrangement muet sur ce nouveau scandale qui n'a pas encore la dimension de celui d'ENRON mais qui sait ?

En tout cas, je ne compte pas en rester là et j'entends bien me battre avec tous ceux qui ont connu la même mésaventure pour faire éclater la vérité !

COUP DE GUEULE

La Sainte patronne du MEDEF

Par Damien ALARI

Il est effrayant de constater à quel point le libéralisme se sent aujourd'hui en position de force. Déjà, il y a quatre ans, Fillon pouvait tranquillement écarter d'un revers de main toute idée de contribution des revenus du capital au financement des retraites sans que cela déclenche quelque scandale que ce fût. Depuis, les choses ont largement empiré. Dominique de Villepin, que les journalistes aux ordres osent parfois qualifier de gaulliste social, a ainsi :

- allégé la fiscalité des plus hauts revenus (baisse de l'impôt sur le revenu, de l'ISF, de la fiscalité sur l'épargne libre ; dans le même temps, le rendement de l'épargne réglementée, qui concerne, lui, les gens les moins aisés, a été diminué!!).
- multiplié les exonérations de charges sociales.
- feint ensuite de s'étonner du montant de la dette que les mesures ci-dessus ont mécaniquement accrue pour mieux annoncer des coupes sombres dans le budget (notamment une diminution des effectifs, et des traitements en euros constants, dans la fonction publique).
- annoncé un alignement du régime des prêts immobiliers sur le modèle anglo-saxon. En permettant de gager un nouvel emprunt sur un appartement que l'on n'a pas fini de rembourser, ce système est censé aider les

plus pauvres à devenir propriétaire. Certains en profiteront, mais il risque surtout dans l'immédiat de gonfler encore une bulle immobilière déjà affolante, puis de plonger plein de gens dans la merde quand le marché s'effondrera, voire, si les banques se jetaient sans précaution sur cette manne, d'en mettre certaines dans le rouge ; mais ne nous inquiétons pas : si cela arrivait le contribuable serait certainement appelé à les renflouer pour éviter une débâcle générale....Bref Villepin refuse le déficit dès lors qu'il est public, mais lorsque le risque est pris par des ménages modestes, cela ne le gêne en rien. Sa conception du logement social est tout droit inspirée par Mme Thatcher : permettre aux chanceux qui passeront à travers les gouttes de devenir propriétaires, et régler le cas autres devant les commissions de surendettement.

- porté un coup supplémentaire au droit du travail avec la création des CNE et CPE, et annoncé tout de go son but ultime : la disparition du CDI.

Comment s'étonner ensuite que Laurence Parisot se sente autorisée à demander la suppression du concept de durée légale du travail ?

Vous aussi, refusez la résignation ! Adhérez à Résistance Sociale !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Tel : 06 20 23 91 27

Site Internet :

<http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

Courriel : resistance.sociale@laposte.net

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)